

Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

COURS : AUTOBIOGRAPHIE ET HISTOIRE, 1600-1930 (SUITE)^a

La reprise de nos exposés sur « autobiographie et histoire » après une année d'interruption nous a obligé à rappeler brièvement un certain nombre de notions sur les différents genres biographiques et autobiographiques en Chine, à propos desquels nous renvoyons ici à nos précédents comptes rendus d'enseignement. Mentionnons simplement que l'essentiel de nos exposés portait sur la fin de la dynastie des Ming – *grosso modo* la première moitié du XVII^e siècle, avant l'installation de la dynastie mandchoue des Qing à Pékin en 1644 et l'écrasement progressif de la résistance loyaliste en Chine du sud dans les années suivantes. C'est une période de crise multiforme (économique, sociale, politique, intellectuelle...), qui du point de vue qui nous concerne ici se marque dans tout un pan de la littérature par ce qu'on peut bien appeler une résurgence spectaculaire de la première personne.

Les dernières décennies des Ming sont une période unique dans l'histoire de l'écriture autobiographique en Chine avant le XX^e siècle. Les contraintes et les conventions qui l'encadraient depuis toujours, et de façon extrêmement stricte, ont alors sauté chez un nombre suffisant d'auteurs pour qu'on puisse parler d'un phénomène de société. Mais la chape est vite retombée une fois le régime des Qing stabilisé : pour les nouveaux maîtres de la Chine, la relative liberté intellectuelle qui régnait à la fin des Ming était la marque même du relâchement moral et de l'inconséquence politique qui avaient conduit l'ancien régime à sa perte.

Autobiographie d'un individualiste

On rencontre encore pendant les premières années des Qing quelques survivances de la liberté de ton, voire de l'anticonformisme délibéré, quand ce n'est de la critique sociale véhémente, qui singularisent tant d'écrits à la première personne

a. Le cours est disponible en audio et en vidéo sur le site Internet du Collège de France: <http://www.college-de-france.fr/site/pierre-etienne-will/course-2012-2013.htm> [Ndlr].

publiés à la fin des Ming ou pendant les années chaotiques de la transition. Avant de quitter définitivement ce XVII^e siècle tellement spécial dans l'histoire de la littérature autobiographique en Chine, et sur lequel nous avons déjà passé beaucoup de temps, nous avons souhaité consacrer une dernière heure à un texte très étonnant intitulé *Sannong zhui ren guang zixu* 三儂贅人廣自敘 (« Autobiographie élargie de Sannong l'Inutile ») – Sannong étant un des « noms sociaux » de l'auteur, un obscur lettré nommé Wang Jie 汪价. La première édition du texte pourrait dater de 1682 ou 1683, juste avant ou juste après la mort de Wang. Issu d'une famille mandarinale de Jiading 嘉定, sur l'estuaire du Yangzi, ce dernier avait acquis le grade de « bachelier » sous les Ming (il a une quarantaine d'années au moment de la conquête). Malgré de multiples tentatives au début des Qing, il ne réussira jamais à passer la « licence » (l'examen provincial), avec laquelle il aurait eu une chance d'entrer dans la carrière publique. Il est donc tentant de parler d'un de ces « lettrés frustrés » comme il y en a tant eu à la fin de la période impériale, et c'est bien ainsi que le caractérise Wu Pei-yi (*The Confucian's Progress : Autobiographical Writings in Traditional China*, 1990), qui lui consacre quelques pages à notre avis très insuffisantes et parfois trompeuses. Ce qu'il y a de fascinant chez Wang Jie, c'est la façon dont il cherche à sublimer cette frustration, qu'il admet fugitivement, en se présentant comme un personnage hors du commun, très admiré de ses pairs, grand érudit, poète et prosateur à la facilité prodigieuse, buveur imbattable, etc. Il y a un côté « chevalier errant » dans cet autoportrait picaresque d'un personnage qui a en effet beaucoup bourlingué à une certaine époque de sa vie. Pour cela, et aussi à cause de son narcissisme et de sa tendance à la vantardise, l'autobiographie de Wang Jie se situe on ne peut plus loin des conventions du genre.

Wang évoque plusieurs de ses tentatives pour passer l'examen de la licence, jusqu'en 1675 (il devait alors avoir à peu près 70 ans !). Mais il n'a de cesse de répéter que ces échecs l'ont peu affecté, et qu'en fin de compte ç'aura été sa chance d'échapper au métier frustrant, épuisant, non dénué d'humiliations et parfois dangereux de fonctionnaire et d'avoir pu mener une vie insouciance de lettré ordinaire, arpentant l'empire et prenant du bon temps. Wang Jie a beaucoup circulé en quête de *jobs* ou de protections. Certains des emplois dont il parle, au service de hauts fonctionnaires, notamment dans la province du Henan, suggèrent qu'il n'était pas dénué de réputation comme homme de lettres. L'un de ses ouvrages, une encyclopédie d'anecdotes sur le Henan, fait même l'objet d'une notice, à vrai dire pas très élogieuse, dans le grand catalogue impérial de la littérature complète en quatre trésors (le *Siku quanshu zongmu* 四庫全書總目) composé à la fin du XVIII^e siècle. Enfin, signe certain de notoriété, en 1678 un de ses protecteurs lui offre de le « nommer » pour aller passer l'examen spécial des « lettrés au vaste savoir et au style supérieur » (*boxue hongci* 博學宏詞) qui s'est tenu l'année suivante sous la présidence de l'empereur Kangxi en personne. (Wang préfère s'abstenir.)

Il semble aussi qu'il se soit à un moment frotté à la politique, et que cela lui ait coûté fort cher. L'autobiographie fait plusieurs fois allusion à la « catastrophe » qui lui serait advenue en 1657 : il est arrêté, emprisonné, dépouillé de ses biens, et n'est sauvé de l'exécution que par l'intervention d'un censeur nommé Li Senxian 李森先, qui deviendra peu après un de ses patrons. D'après ce qu'on arrive à reconstituer (Wu Pei-yi s'est complètement trompé sur cet épisode), Wang Jie s'était attaqué aux autorités de sa province natale du Jiangsu en faisant circuler un ou des écrits dont il admet lui-même l'imprudence – sans nous donner la moindre idée de leur contenu – et avait été jeté en prison au terme de ce qu'il appelle un « procès

littéraire » (*wenziyu* 文字獄), donc une affaire motivée par des écrits séditieux. Le censeur Li, alors en tournée dans la province et procédant, comme il était d'usage, à un examen des travaux des étudiants locaux, aurait proclamé qu'il était hors de question d'exécuter un pareil génie et l'aurait fait sortir de prison. L'épisode laisse deviner l'ambiance politique délétère qui régnait sous l'empereur Shunzhi (r. 1644-1661), quand la virulence et le côté public des conflits pouvaient encore évoquer le factionnalisme de la fin des Ming. Il était d'autant plus dangereux de s'en mêler, surtout pour un personnage bavard et sûr de lui comme Wang Jie, qu'il était toujours tentant de nuire à un adversaire en le faisant soupçonner de sympathies pour l'ancienne dynastie. Wang fait à un moment allusion à son amitié pour un loyaliste notoire, l'érudit et historien des Ming Zha Jizuo 查繼佐 (1601-1676), mais nous n'en savons pas plus.

Mais le plus intéressant dans ce texte est l'autoportrait qu'il propose, l'image d'une personnalité que Wu Pei-yi qualifie à juste titre de « solaire », à la fois totalement imbue d'elle-même, pleine d'humour et, si l'on ose dire, de *fun*, et d'un individualisme à tout crin. C'est aussi l'extraordinaire franchise avec laquelle Wang parle de lui-même, l'évocation minutieuse de ses goûts et de ses intérêts, de ses obsessions, de ses phobies, voire de son corps et de ses habitudes intimes. Il va beaucoup plus loin dans sa description du quotidien, et même du trivial, que les auteurs de la fin des Ming dont nous avons parlé dans nos précédents cours. Pour ne donner qu'un exemple, lorsqu'il évoque à de multiples reprises ces banquets qu'on organisait sous tous les prétextes et qui étaient une des manifestations emblématiques de la sociabilité lettrée, il nous les présente sous un jour nettement plus cru qu'on y est accoutumé dans la littérature courante, où tout le monde se doit d'être « élégant » (*ya* 雅) : ici tout le monde se saoule, on blague, on s'inflige des gages (pour boire encore plus), il y a des femmes, etc. Là et ailleurs Wang Jie donne à voir, pourrait-on dire, des fragments de société remarquablement vivants, et il le fait avec un goût tranquille de la provocation qu'on ne rencontre pour ainsi dire jamais chez ses collègues lettrés, même les moins conformistes.

Le XIX^e siècle et les autobiographies professionnelles

On le rencontre encore moins dans les documents autobiographiques du XVIII^e ou du XIX^e siècle, où c'est plutôt le conformisme qui domine. Un peu paradoxalement, pour trouver un minimum de spontanéité et d'écarts par rapport aux conventions et aux inhibitions du genre autobiographique en Chine il faut se tourner vers ce que nous avons proposé d'appeler des « autobiographies professionnelles », donc vers des textes de bureaucrates. Celles qui marquent une réelle liberté de ton sont à vrai dire peu nombreuses. En outre les exemples datent tous du XIX^e siècle, ce qui n'est peut-être pas un hasard si l'on se souvient qu'après la mort de l'empereur Qianlong en 1799, et pour toutes sortes de raisons qu'il n'est pas possible de détailler ici, le régime des Qing a progressivement perdu de sa capacité à museler le débat politique et à figer l'élite académique et bureaucratique dans le conservatisme prudent et le respect servile du pouvoir qu'avaient si bien su lui imposer les monarques du XVIII^e siècle. S'il faut attendre l'extrême fin du XIX^e pour retrouver quelque chose de la vitalité contestataire de la fin des Ming, dès avant les années 1830 on rencontre quelques témoignages manifestant une assez grande indépendance d'esprit dans la description des mœurs bureaucratiques et du système de pouvoir : le régime est non seulement

assaili de difficultés, il a quelque peu perdu de sa respectabilité. Mais cela va rarement jusqu'à l'attitude introspective, à la critique de soi qui sont tellement frappantes chez certains auteurs de la fin des Ming, et encore chez un Wang Jie.

Ces « autobiographies professionnelles », nous en avons proposé un bref panorama qui était en partie un rappel, car nous avons déjà recouru à plusieurs de ces textes dans notre série de cours sur les « figures de l'administrateur » en 1999-2003. Relèvent de la même catégorie des textes qu'il faudrait plutôt décrire comme des « fragments d'autobiographie professionnelle », car au lieu de suivre le développement d'une vie et d'une carrière au fil d'une narration cohérente ils accumulent des épisodes disjoints puisés dans le journal ou dans les souvenirs de l'auteur ; mais celui-ci parle toujours à la première personne et sa narration est centrée sur ses propres actions, occasionnellement sur les réflexions que lui inspirent sa propre position et son travail de fonctionnaire. Les recueils de narrations d'affaires judiciaires à la première personne auxquels nous avons consacré l'essentiel du séminaire (cf. ci-dessous) peuvent être considérés comme un sous-ensemble de ces fragments d'autobiographie. Dans tous les cas, c'est leur liberté de ton et le réalisme de leurs descriptions qui font le prix des ouvrages que nous avons examinés et de quelques autres malheureusement en trop petit nombre. Et c'est aussi le témoignage original qu'ils apportent sur l'histoire en portant sur certains événements et certains développements un regard qui nous fait à l'occasion passer de l'autre côté du miroir historiographique.

Li Xiufang

La plus grande partie de notre propos a été consacrée à une « autobiographie fragmentaire » à laquelle nous avons récemment eu accès, dont l'auteur est un certain Li Xiufang 厲秀芳 (1794-1867) et qui porte le titre *Mengtan suilu* 夢談隨錄 (« Notes sur des conversations en rêve »). Il s'agit des souvenirs relatifs aux sept années (1838-1844) que Li a passées comme magistrat de la sous-préfecture de Wucheng 武城, dans la province du Shandong, distillés sous la forme d'anecdotes racontées à la première personne et sans principe d'organisation strict. Achevé en 1855, le texte a probablement été gravé en 1857, même si une préface de 1865 semble avoir été insérée à l'occasion d'une impression postérieure. Très peu d'exemplaires ont survécu. Originaire de Yizheng 儀徵 dans le bas Yangzi, près de la grande métropole de Yangzhou 揚州, Li Xiufang avait passé l'examen de la licence en 1822 et après cinq tentatives infructueuses au doctorat avait été finalement nommé magistrat de Wucheng. Au terme de sept ans dans le même poste – une période exceptionnellement longue pour l'époque, suggérant que ses services étaient hautement appréciés –, Li se voit offrir une belle promotion, mais il la refuse et trouve un prétexte familial pour quitter l'administration et rentrer au pays. À Yizheng il mène la vie plaisante et confortable d'un fonctionnaire à la retraite n'ayant guère à s'occuper que de ses *hobbies* et de ses vieux parents.

Ces années de repos bien mérité sont brutalement interrompues en 1853 lorsque les rebelles Taiping, qui ont établi un peu plus tôt leur « capitale céleste » à Nankin, poursuivent leur progression le long du Yangzi en direction de Yangzhou. Yizheng, la ville de Li Xiufang, est capturée et dévastée, sa maison est incendiée et tous ses biens sont détruits. Li prend la fuite avec les siens. Pendant les années qui suivent il vivra réfugié à la campagne, ou à l'abri des murs de Yangzhou pendant les périodes où la ville a été reprise aux Taiping. (Il pourra cependant finir ses jours dans sa ville

natale.) Mais ce qui nous importe est qu'il a également perdu toutes ses archives dans le sac de Yizheng, si bien que le *Mengtan suilu* n'est pas basé sur une documentation ou sur un journal, comme le sont la plupart des autobiographies professionnelles : c'est un ouvrage de mémoire. La narration est précise, mais elle contient très peu de dates et l'on n'y trouve aucune citation de document. Li Xiufang ignore en fait largement la chronologie, en dehors du début et de la fin : il s'agit plutôt d'épisodes et de réflexions s'enchaînant par association d'idées – « notés au fur et à mesure » (*suilu*), comme l'indique le titre. D'où une disponibilité dans l'écriture, une distance introduite par la dimension du souvenir, qui nous valent une assez grande liberté de ton, un goût pour l'anecdote et pour le concret, une sympathie active pour les gens, y compris ceux que les fonctionnaires regardent habituellement de haut, et une totale absence de posture. L'auteur parle de lui-même et de ce qu'il a fait sans grand souci des conventions de l'autobiographie et avec une propension manifeste à s'attarder sur le détail et sur le quotidien.

Du coup l'historien a beaucoup à y apprendre. Sur l'auteur d'abord, ce qui nous vaut le portrait très réaliste d'un magistrat navigant au milieu de ses soucis quotidiens et essayant de négocier des compromis acceptables par tous, par opposition à la vision purement normative, austère, « correcte » que proposent les manuels spécialisés. Sans chercher dans ces fragments à se construire un personnage, Li Xiufang n'en est pas moins conscient de sa valeur. Il se présente à travers maintes anecdotes comme celui qui finit toujours par avoir raison, qui trouve toujours le moyen de se sortir d'une difficulté quand ses collègues s'arrachent les cheveux (ce qui est une façon de parler, car tout le monde avait le crâne rasé sous les Qing), et qui de ce fait impressionne ses pairs et gagne l'estime de ses supérieurs. C'est aussi un activiste, toujours sur la brèche et ne cessant de courir là où les problèmes surgissent, et il insiste assez sur le côté épuisant du métier. Mais Li Xiucheng est un calme, même dans les situations les plus compliquées et les plus tendues, et cela contraste de façon assez frappante avec la posture de tant d'auteurs de manuels de fonctionnaires ou d'autobiographies qui semblent, eux, non seulement surmenés mais encore angoissés en permanence par les difficultés de la tâche, les attentes de leurs supérieurs et le sentiment de leur propre insuffisance.

Cette placidité de Li Xiufang a un côté, si l'on peut dire, systémique. En dépit de tous les problèmes qui sont son quotidien et de son engagement pour y faire face, il accepte le système tel qu'il est, ou tel qu'il pourrait être au prix de quelques aménagements. On ne trouve pas chez lui cette propension tellement fréquente chez ses contemporains à déplorer bruyamment les dysfonctionnements de l'administration, la médiocrité des collègues, la crise fiscale et la décadence de tout. Et il ne mentionne jamais les grandes questions dont tout le monde parlait à l'époque : pour ne donner qu'un exemple, il ne dit pas un mot du débat sur l'opium qui faisait rage à la même époque, ni du conflit catastrophique avec les Anglais qui en est résulté. Alors que la crise du système et le déclin moral de la fonction publique sont partout présents dans les textes autobiographiques (et pas seulement autobiographiques) au XIX^e siècle, Li Xiufang fait exception ; et cela mérite d'autant mieux d'être relevé que le personnage n'était pas un rêveur ou un faiseur de discours, que c'était à l'évidence un fonctionnaire très engagé dans sa tâche, et enfin que son texte est d'un grand réalisme dans la description de la vie quotidienne des administrateurs de tous rangs.

Cette aptitude à vivre dans le système, à essayer de s'y adapter le mieux possible et de le faire fonctionner tel qu'il est apparaît particulièrement en évidence quand

on considère l'attitude de Li Xiufang au regard de la circulation de l'argent du bas en haut de la hiérarchie. Il ne s'agit pas ici de corruption, mais bien d'un système non légal, mais coutumier, permettant de financer l'activité des fonctionnaires et d'améliorer leur niveau de vie au moyen de cadeaux et commissions plus ou moins obligatoires et tarifés. Cette comptabilité parallèle, comme on l'a parfois appelée, a existé de tous temps dans la fonction publique chinoise, mais à l'époque qui nous concerne les abus auxquels elle donnait lieu avaient atteint des proportions considérables. Li Xiufang nous donne à voir, avec beaucoup de détails intéressants, une combinaison de prudence financière et d'acceptation tranquille des usages : s'il faut éviter de tomber dans l'excès, il n'est pas question de se soustraire à ses obligations, quitte à s'endetter s'il le faut. Mieux, il nous fait pénétrer dans ses bureaux au moment où il est en train d'emballer les envois annuels de cadeaux – de bons lingots d'argent – non seulement à ses supérieurs, mais aussi à toute une galaxie de relations sociales et de parents. Le mot pour désigner ces cadeaux est *yingchou* 應酬, littéralement un « échange de faveurs », mais il s'agit toujours d'un échange asymétrique où c'est le demandeur qui est en position de force. Li Xiufang aurait eu des raisons de récriminer contre cette situation, mais il ne le fait pas.

Même chose lorsqu'il parle de toutes les prestations et de tous les services qu'on est obligé de fournir aux personnages importants de passage à Wucheng – et il y en a beaucoup, car Wucheng est situé sur une des principales artères de l'empire, le Grand Canal –, sans parler de tous les individus se prévalant de tel haut fonctionnaire ou de telle administration, dont les exigences sont insatiables et qu'il n'est pas question de mécontenter. Ces prestations sont prises sur le maigre budget de la sous-préfecture, et l'on est parfois contraint de s'endetter auprès des plus riches administrés. Le *Mengtan suilu* contient une quantité d'anecdotes, parfois assez drôles, parfois sarcastiques, sur les banquets à tenir au chaud sans être sûr du jour exact où tel préfet influent arrivera, quand ce n'est pas le gouverneur de la province et sa suite innombrable, sur les logements à faire aménager pour que tout le monde soit content, sur les « frais de mission » à remettre au passage, et ainsi de suite. Pendant que ses hôtes se gobergent Li Xiufang est toujours là pour surveiller le personnel et s'assurer que tout se passe sans anicroche. La description qu'il nous donne du rôle de valet des grands que les fonctionnaires locaux étaient souvent contraints de jouer est unique. Là aussi il le prend de bonne grâce, sans flagornerie mais sans essayer de bousculer les habitudes.

Ce que Li Xiufang a à nous dire du petit personnel placé sous les ordres du magistrat – partagé entre les agents de l'administration et une équipe de serviteurs directement engagés par lui – est également très original, de même que les recommandations qu'il fait, qu'il serait trop long de détailler ici mais qui vont plutôt à l'encontre de ce qui était la *doxa* dans le milieu (il le dit d'ailleurs lui-même). Ce qui frappe malgré tout, et que nous n'avons rencontré nulle part ailleurs dans les écrits de fonctionnaires, de quelque nature qu'ils soient, c'est une indéniable générosité envers le petit personnel administratif, traditionnellement méprisé et accusé de tous les vices ; une certaine compréhension même, une aptitude à considérer ces gens comme des êtres humains avec leurs besoins et leurs désirs et comme des membres de plein droit de la communauté. Ce qui les rend d'ailleurs plus faciles à manipuler et à contrôler, pour le plus grand bien du service public, que les individus d'origine douteuse entrés sur recommandation dans l'équipe privée du fonctionnaire – un problème classique depuis le XVIII^e siècle, sur lequel Li Xiufang a beaucoup de choses intéressantes à dire.

On rencontre maints exemples dans le *Mengtan suilu* de cette humanité, non seulement envers le petit personnel mais aussi envers des collègues en difficulté, des visiteurs dans le besoin, ou simplement envers le petit peuple des administrés. Question de personnalité, sans doute, mais en même temps les épisodes qui révèlent de tels traits de comportement chez Li Xiufang nous donnent à voir les relations entre administration et administrés *en situation*, sur le terrain en quelque sorte, avec une immédiateté dont, là encore, nous ne connaissons pas de meilleur exemple. Et il en va de même lorsque le texte aborde les problèmes d'administration les plus épineux auxquels pouvait être confronté un magistrat à Wucheng. Là aussi le témoignage est sans pareil, et tellement riche qu'il nous a fallu faire des choix. Nous nous sommes donc limité à deux thèmes : l'un, illustré par un épisode ponctuel, est la répression du christianisme ; l'autre, beaucoup plus général, est la kyrielle de problèmes causés par le transport du tribut en grains destiné à la capitale sur le Grand Canal, qui traversait l'ouest du territoire de Wucheng.

L'affaire des convertis

Le récit rapportant la confrontation de Li Xiufang à un groupe de convertis ne laisse pas de surprendre à la première lecture, mais il prend tout son intérêt quand on l'insère dans l'histoire assez compliquée de la proscription du catholicisme en Chine sous la dynastie des Qing. Li reçoit un jour (l'année n'est pas précisée) l'information qu'il existe dans un certain village, relativement éloigné du siège de son administration, une communauté de chrétiens et que ceux-ci sont en train de fomenter une rébellion qui doit éclater le soir même. Rien ne se passe, mais à présent le soulèvement est annoncé pour dans trois jours. Après une brève reconnaissance, qui a révélé en effet l'existence d'une église dans le village en question, Li décide d'aller à la tête d'environ trois cents supplétifs (des « braves locaux », *tuyong* 土勇) s'emparer nuitamment desdits chrétiens et de les ramener à son tribunal (son *yamen*). L'équipée des miliciens apeurés encadrés par quelques soldats professionnels est racontée avec une certaine drôlerie. On arrête finalement vingt-sept villageois, qui n'opposent aucune résistance, on saisit quelques ouvrages religieux et images pieuses (les soldats pillent tout ce qui leur tombe sous la main), et on ramène tout le monde au *yamen*. Là, les prisonniers reconnaissent sans difficulté leur appartenance à la religion catholique et ne manifestent pas la moindre intention de se rebeller. Leurs écrits sont d'ailleurs d'une haute tenue morale et encouragent les croyants à se comporter en parfaits citoyens.

Mais ce qui intrigue Li Xiufang, c'est leur refus absolu d'abjurer – ils sont convaincus qu'ils iraient en enfer –, qui le contraint à recourir aux grands moyens : il les met à la torture en les obligeant à rester agenouillés trois jours durant sur des plaques de bronze, puis promet de les relâcher s'ils acceptent d'enjambrer un crucifix et de signer un certificat d'abjuration. Les convertis s'exécutent peu à peu, sauf un dernier carré de récalcitrants qu'il finit par envoyer au siège de la capitale provinciale, où ils croupiront six mois en prison avant d'être renvoyés chez eux.

Cette histoire étrange d'une communauté de convertis visiblement très attachés à leur foi, qu'un fonctionnaire plutôt débonnaire mais un peu étroit d'esprit s'obstine à faire abjurer par une combinaison de ruse et de violence, prend son sens lorsqu'on la rapporte à ce qui était alors la politique antichrétienne du régime des Qing. (Nous nous sommes référé sur ce sujet à la thèse tout juste achevée de M. Pierre-Emmanuel

Roux sur la proscription du catholicisme aux XVIII^e et XIX^e siècles en Chine et en Corée.) Le christianisme était officiellement prohibé en Chine depuis 1724 – à l'exception de Pékin, où la présence d'un groupe d'une vingtaine de missionnaires était tolérée en raison des services qu'ils rendaient à la cour comme astronomes, techniciens, etc. Mais la mise en œuvre de cette politique de proscription s'est avérée hésitante et irrégulière et n'a pas empêché les communautés de croyants de se perpétuer, et même de se développer, certes avec beaucoup de variations suivant les régions de l'empire. Le petit groupe de Wucheng est typique de ces paroisses qui continuaient de fonctionner génération après génération sous la houlette de chefs d'assemblée chinois, et sans plus avoir au XIX^e siècle la possibilité de recevoir clandestinement les conseils et la documentation dispensés par les rares missionnaires dont la présence était encore autorisée à Pékin. En dépit des campagnes antichrétiennes ordonnées de loin en loin par le gouvernement central au XVIII^e siècle, les convertis de l'intérieur étaient pour l'essentiel laissés en paix. Au reste, l'intérêt des fonctionnaires locaux était plutôt de fermer les yeux, considérant en particulier que les convertis étaient en règle générale des gens discrets et respectueux des lois. Que les chrétiens de Wucheng aient pu échapper aussi longtemps à l'attention des autorités montre à quel point celles-ci y étaient en fin de compte indifférentes.

Pourtant la situation avait notablement changé dès les premières années du XIX^e siècle, après que le régime eut pris conscience de l'existence d'un catholicisme entièrement chinois, et de plus, très répandu et fort vivace. Profondément hostiles au christianisme, en quoi ils voient désormais une menace pour la sécurité de l'empire, l'empereur Jiaqing (r. 1796-1820) et son successeur Daoguang (r. 1821-1850) déclenchent plusieurs campagnes de répression de grande envergure. Les missionnaires de Pékin ont perdu toute influence à la cour, alors qu'au siècle précédent il leur était encore possible d'intervenir discrètement en cas de problème dans les provinces. Et la législation se durcit, le seul fait d'être un Chinois converti devenant même un délit, intégré au code pénal en 1811, aggravé en 1821, alors qu'auparavant seuls les propagandistes étaient menacés, sans parler bien sûr des missionnaires clandestins. De ce fait, un certain nombre de gouverneurs provinciaux et de fonctionnaires locaux arborant une attitude militante contre le catholicisme n'hésitent pas prendre l'initiative de campagnes actives d'éradication. Les mesures prises par Li Xiufang en sont en quelque sorte le reflet : lui-même est profondément ignorant du christianisme, plutôt qu'il n'y est hostile, mais une fois qu'il en découvre l'existence sur son territoire il suit tout naturellement la procédure qui était alors la norme, à savoir contraindre les convertis à abjurer formellement, et d'abord en leur faisant symboliquement profaner un crucifix. (L'enjambement était la version chinoise d'une méthode inventée au Japon au début du XVII^e siècle, appelée *ebumi* 絵踏み, consistant comme l'indique son nom à obliger quiconque était soupçonné de sympathies chrétiennes à piétiner une image du Christ.)

Mais le raid un peu ridicule raconté par Li Xiufang, les rumeurs fantaisistes de soulèvement et la panique qu'elles auraient d'après lui suscitée parmi les habitants de la ville administrative de Wucheng s'expliquent surtout par le fait qu'à cette époque le catholicisme était devenu aux yeux des autorités une « religion hétérodoxe » (*xiejiao* 邪教) au même titre que les sectes bouddhiques millénaristes qui menaient une existence souterraine, dont certaines sont en effet entrées ouvertement en rébellion et n'ont été réprimées qu'à grand peine. L'amalgame entre le catholicisme et les sectes comme le Lotus blanc (*Bailianjiao* 白蓮教) était d'abord le fait des autorités, mais sur le terrain aussi régnait une certaine confusion

dans la mesure où une partie des adeptes étaient susceptibles d'aller et venir entre les différentes religions au gré de leurs intérêts immédiats ou pour se protéger de la répression. La rumeur rapportée à Li Xiufang – un soulèvement prévu pour un jour précis – est tout à fait dans le style des sectes millénaristes, d'où son alarme.

Tout de suite après l'épisode du village chrétien, Li Xiufang consacre une entrée à ses efforts pour faire détruire un sanctuaire non déclaré et mettre un terme à un culte populaire non homologué par le gouvernement. Là encore, ce culte des « parents éternels » (*wusheng fumu* 無生父母) prospère depuis des générations dans un village isolé sans que l'administration s'en soit jamais préoccupée. Dans ce cas précis, Li Xiufang renonce finalement à priver de paisibles villageois d'une pratique religieuse inoffensive à laquelle ils sont attachés, mais il n'en fait pas moins le rapprochement entre une religion étrangère (*yijiao* 異教) – le catholicisme – et un culte rendu à des divinités hétérodoxes (*xieshen* 邪神), qui ont en commun d'égarer le petit peuple naïf. En bon fonctionnaire, il intervient aussitôt qu'on lui signale de telles anomalies. Sa réaction est typique de cette période d'alarme intensifiée vis-à-vis des sectes hétérodoxes – dont le catholicisme fait désormais partie de plein droit – qu'est la première moitié du XIX^e siècle, et il en existe maints autres exemples. Nous en avons présenté un au passage, qui se trouve être exactement contemporain et que l'on rencontre dans le *Huanyou jilue* 宦游記略 (« Les pérégrinations d'un fonctionnaire », 1864), l'autobiographie professionnelle de Gui Chaowan 桂超萬 (1784-1863), un personnage intéressant dont nous savons qu'il a eu l'occasion de rencontrer Li Xiufang : il s'agit ici de s'assurer, à la suite d'une dénonciation, et toujours par les mêmes méthodes, que des foyers qui ont abjuré depuis longtemps ne continuent pas en fait de pratiquer clandestinement leur ancienne religion. Cette méticulosité dans la chasse à l'hétérodoxie, qui chez des fonctionnaires consciencieux comme Li Xiufang ou Gui Chaowan n'implique nul fanatisme antichrétien, nous semble beaucoup plus révélatrice que la rhétorique des édits impériaux dénonçant solennellement les dangers du catholicisme pour la société chinoise.

Le Grand Canal à Wucheng

Les très nombreuses entrées du *Mengtan suilu* consacrées au Grand Canal et à ses problèmes nous introduisent à un tout autre ordre de préoccupations. Si Wucheng n'était pas une sous-préfecture facile à gérer, c'était pour une bonne part à cause de cela : comme tous les fonctionnaires locaux basés le long du canal, Li Xiucheng était supposé se débrouiller pour faire en sorte que les flottilles transportant le grain du tribut à Pékin ne subissent aucun délai, malgré d'innombrables difficultés techniques et beaucoup de problèmes d'ordre public. Wucheng est situé dans le nord-ouest du Shandong, sur une section du canal qui est en fait un tronçon aménagé de la rivière Wei 衛河 ; celle-ci rejoint le canal proprement dit à Linqing 臨清, la préfecture secondaire dont dépend Wucheng, située un peu plus au sud, et s'écoule vers le nord jusqu'à la région de Tianjin avec de longues sections de méandres bien représentées sur les cartes du temps. Le magistrat de Wucheng a la responsabilité d'une soixantaine de kilomètres de voie d'eau sur les 1 800 que mesure au total le Grand Canal dans le tracé inauguré sous les Mongols et conservé jusqu'à la fin de l'empire, depuis Hangzhou au sud jusqu'aux abords de Pékin au nord.

Le transfert jusqu'à la capitale de quelque 250 000 tonnes de grain – à l'apogée du système, au XVIII^e siècle – posait des problèmes de logistique énormes. Au cours de chaque cycle annuel il fallait faire monter au nord des flottilles totalisant des milliers de bateaux, les faire redescendre à vide (les premières flottilles descendant à vide croisaient les dernières montant à plein), assurer dans l'ordre les passages aux écluses, ménager des périodes pour l'entretien du canal et pour celui des bateaux, prévoir les mois de gel dans le nord, etc. ; il fallait aussi tenir compte d'un intense trafic commercial dont on peut citer maintes descriptions, tant chinoises qu'européennes. (Nous avons en particulier évoqué les récits des membres de l'ambassade Macartney en 1792 : après avoir été renvoyée de Pékin sans avoir rien obtenu, celle-ci a parcouru le Grand Canal sur toute sa longueur en exactement un mois.) Le moindre retard ou le moindre incident risquait de plonger toute l'opération dans le chaos. C'est pourquoi l'obsession majeure dont ne cesse de parler Li Xiufang, c'est de « faire avancer le tribut » (*cuicao* 催漕), c'est-à-dire, avant tout, de veiller à ce que le canal soit suffisamment en eau sur la section dont il a la responsabilité et faire en sorte que le défilé des flottilles se poursuive sans encombre.

Le témoignage de Li Xiufang est unique en ce sens qu'il montre de façon extrêmement vivante et concrète – comme ne peut le faire aucun document administratif ou historique – la façon dont les choses se passaient et se négociaient sur le terrain. Il y avait essentiellement deux ordres de problèmes : techniques (maintenir le niveau de l'eau et éviter l'ensablement), et humains (mobiliser les riverains pour les travaux d'entretien, éviter les incidents avec le personnel du tribut et les équipages des flottilles). Draguer le canal lorsqu'il était bloqué par les alluvions, entretenir ou remettre en état les digues et les écluses, tout cela était de la responsabilité des magistrats riverains, qui devaient donc recruter des travailleurs sur place, trouver le moyen de les payer, et régler les disputes qui ne manquaient jamais de se produire. Autour de 1840 en tout cas, les années où « l'eau du canal coule de façon étale » (*heshui shunping* 河水順平) et où l'administration locale jouit d'une certaine tranquillité étaient manifestement l'exception – Li Xiufang nous dit n'en avoir profité qu'une seule fois, à l'été 1841, et il explique ailleurs que la voie d'eau compte pour 80 % des soucis du magistrat de Wucheng, alors que les problèmes concernant la population ne comptent que pour 20 %.

Soit il y a trop d'eau, soit il n'y en a pas assez. En période de crue le courant s'accélère brutalement, endommage les berges et menace de les submerger, ou même d'ouvrir des brèches dans les digues qui l'enferment sur une partie du parcours (la rivière Wei canalisée surplombe de plusieurs mètres la campagne environnante). Mais la situation la plus fréquente est celle où l'on n'arrive pas à maintenir une profondeur suffisante pour faire passer des bateaux qui ont normalement 6 pieds de tirant d'eau : la rivière s'envase en permanence à cause du terrain très meuble et de la lenteur du courant. Le magistrat doit donc être prêt à intervenir à tout moment, toujours dans l'urgence et toujours en personne, de jour comme de nuit, pour faire dégager les bancs d'alluvions qui empêchent les bateaux de progresser et qui se reforment régulièrement aux mêmes endroits. Le passage où Li Xiufang évoque ces déplacements incessants et épuisants est le seul où il se plaint de son sort ; mais il est d'autant moins question de se soustraire à de telles obligations ou de lambiner qu'on est constamment sous la pression des échelons supérieurs et qu'on risque gros à se faire accuser d'avoir ralenti la progression du tribut.

L'intérêt de *Mengtan suilu*, nous l'avons dit, est de nous faire vivre toutes ces difficultés dans la quotidienneté et au ras du terrain : les problèmes d'autorité, les tractations avec les riverains pour arriver à les faire bouger, la recherche désespérée de fonds pour payer des salaires incitatifs quand il y a urgence, les disputes qu'il faut arbitrer, etc. Les résidents locaux, sans qui rien ne peut être réalisé et qu'il n'est pas possible de réquisitionner d'autorité, sont très présents dans le texte, avec leurs revendications et leurs calculs. Et il en va de même lorsque Li Xiufang est confronté aux personnels qui naviguent sur le canal.

Là encore les anecdotes abondent, précises et parfois hautes en couleur. À un moment Li doit recourir à une combinaison de ruse et de persuasion et jongler avec les fonds publics en prenant de gros risques pour réussir à faire progresser jusqu'à Dezhou 德州, à la frontière du Shandong et du Zhili (la province métropolitaine), et ensuite transférer aux autorités du Zhili, une flottille de trois cents barges dont une partie ont été louées à des bateliers : leurs propriétaires refusent d'avancer parce qu'ils sont en conflit avec son supérieur le préfet de Linqing, qui leur a fait de fausses promesses. (Ces barges, ou *bochuan* 剥船, étaient des péniches à fond plat qu'on utilisait à la place des bateaux du tribut lorsque la profondeur était insuffisante.) L'affaire permet une fois de plus à Li Xiufang de donner un exemple de son sang-froid, de son ingéniosité et de son humanité : il s'agit de trouver une solution pour calmer des malheureux qui se sont fait manipuler par un fonctionnaire peu scrupuleux et risquent de se retrouver bloqués sans ressources à des centaines de kilomètres de chez eux – et en même temps ne pas se retrouver soi-même exposé aux foudres des grands chefs de l'administration du tribut. On voit aussi comment un fonctionnaire dans sa position risquait toujours de se trouver pris entre les exigences de plusieurs hiérarchies (la hiérarchie régulière de la province et celle du tribut) dont les membres tendaient à se décharger de leurs responsabilités les uns sur les autres lorsqu'ils rencontraient des problèmes, et comment il avait à tenir compte de la capacité de résistance des petites gens mobilisées pour participer au transport du tribut – techniquement de plus en plus difficile à assurer à cette époque –, voire de la menace de manifestations violentes de leur part. Le Grand Canal au XIX^e siècle était un univers dangereux, grevé de conflits, où la dégradation de l'environnement naturel et humain rendait de plus en plus problématique l'accomplissement de cette tâche considérée jusqu'au bout comme vitale pour la stabilité de la dynastie : nourrir la capitale au nord avec les ressources du Sud.

Li Xiufang nous le montre de façon plus manifeste encore à travers une série d'épisodes où il se trouve confronté au comportement brutal des équipages montant les bateaux du tribut. Alors que sous les Ming la collecte du tribut en grains dans les provinces riveraines du Yangzi et du Grand Canal et son transport jusqu'à Pékin étaient entièrement confiés à des unités militaires spécialement affectées à cette tâche, sous les Qing l'organisation est beaucoup plus complexe. La collecte des grains est assurée par les administrations locales (Li Xiufang a une anecdote intéressante là-dessus), et les militaires de l'administration du tribut ne font que les transporter. Les flottilles (*bang* 帮), comptant chacune une vingtaine de bateaux, sont commandées par des « officiers du transport » (*yunguan* 運官), on affecte un ou deux « soldats du transport » (*yunding* 運軍) à chaque bateau, mais l'équipage proprement dit est constitué de matelots civils (*shuishou* 水手), une trentaine ou une quarantaine d'hommes ; et il faut encore compter des équipes de haleurs (*qianfu* 牽夫), en principe recrutés sur place au fur et à mesure de la progression des flottilles. Les moins favorisés étaient les soldats et leurs officiers, sur qui retombaient

toutes les responsabilités et toutes les sanctions et qui devaient remplir leurs missions avec des budgets très insuffisants. Au XIX^e siècle les matelots et les haleurs étaient le plus souvent des paysans déracinés formant un groupe instable, sans attache territoriale claire. La situation des individus qui montaient les bateaux du tribut ou qui les remorquaient n'a cessé en général de se dégrader avec le passage du temps, et les problèmes qu'ils posaient, leur indiscipline, leur propension à résister aux autorités, n'ont pu que s'aggraver corrélativement. Dès la fin du XVIII^e siècle les hommes engagés dans le transport du tribut ont commencé à former des sociétés secrètes, et au siècle suivant le milieu était dominé par une secte d'inspiration bouddhiste appelée « religion de Luo » (*Luo jiao* 羅教), du nom de son fondateur au XVI^e siècle. À l'époque qui nous concerne les bateaux du tribut étaient devenus des sortes de repaires flottants, chargés d'individus violents et difficiles à contrôler et abritant un commerce de contrebande massif, contrôlé par des marchands de mèche avec les équipages.

Les matelots semblent avoir été les plus redoutés des populations et des administrations riveraines – particulièrement ceux des flottilles redescendant à vide vers le Sud, à en croire Li Xiufang, qui les qualifie d'« individus asociaux se moquant de la loi » (*bucheng zhi tu* 不逞之徒) ; mais il montre au cours de plusieurs narrations riches en rebondissements que les autres groupes n'étaient pas moins à craindre. Les soldats, les matelots et les haleurs s'alliaient pour rançonner les régions qu'ils traversaient ou, selon le cas, étaient capables de s'opposer les uns aux autres de la façon la plus brutale. Comme tous les magistrats des sous-préfectures riveraines du canal, Li Xiufang devait s'efforcer de protéger ses administrés contre cette engeance. En tout état de cause, tous les crimes commis dans son ressort par le personnel du tribut relevaient de son tribunal.

Li affirme quelque part qu'il a réussi à plus ou moins neutraliser les matelots des flottilles et à maintenir un minimum de tranquillité le long du canal en jouant des relations entretenues avec eux par son chef de la police (*butou* 捕頭) : celui-ci avait commencé sa carrière sur les bateaux du tribut et il connaissait bien le milieu. Il était en fait accoutumé à inviter ses anciens collègues à faire bombance dans la ville riveraine du canal où il était posté, ce qui créait des liens d'obligation : ils étaient tenus par l'honneur de ne pas embarrasser leur hôte en suscitant des troubles sur son territoire. Non seulement Li Xiufang n'a pas de problème avec ces liens entre ses propres agents et des malfaiteurs potentiels – c'est en fait une configuration classique dans le monde des *yamen*, dénoncée avec virulence par les manuels d'administration mais pouvant après tout se prévaloir d'un certain *pedigree* littéraire (voyez le *Roman des bords de l'eau*) –, mais il en tire parti : il encourage son chef de la police à poursuivre ses pratiques et triple ses appointements en échange de la promesse que les matelots sauront se tenir, tout en le menaçant de destitution et de bastonnade au moindre incident. Connaissant les très faibles moyens dont disposaient les magistrats pour maintenir l'ordre, on peut imaginer que ce genre d'arrangement n'était pas rare ; mais c'était contraire à l'éthique administrative et on n'en parlait jamais. Li Xiufang, lui, en parle, et il est difficile de ne pas trouver un certain ton de connivence dans la façon dont il s'adresse au personnage pittoresque, et surtout bien connecté, dont il attend qu'il le mette à l'abri des déprédations systématiques auxquelles se livraient les équipages de la flotte du tribut.

On peut évidemment se demander si le stratagème a été aussi efficace qu'il l'assure. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'il montre à travers plusieurs exemples très concrets que les individus peu recommandables circulant sur le canal étaient

d'autant plus difficile à contrôler qu'ils profitaient de l'immunité offerte, précisément, par les bateaux de l'administration du tribut – à commencer par ceux du gouverneur général du tribut, de ses chargés de mission et de sa suite, où les agents de l'administration locale n'osaient pas aller perquisitionner et qui de ce fait servaient de lieu de recel. Plus gênant encore, les différentes hiérarchies chargées du transport du tribut tendaient à protéger systématiquement leurs agents – officiers, soldats, matelots, envoyés spéciaux... – lorsque ceux-ci étaient impliqués dans une procédure judiciaire conduite par l'administration locale, et à toujours donner foi aux fausses accusations proférées par les accusés pour se tirer d'affaire. Li Xiufang montre à plusieurs reprises que pour empêcher qu'un criminel échappe aux sanctions parce qu'il a fallu transmettre le dossier aux autorités du tribut, qui s'empressent de l'enterrer, il faut soit ruser, soit procéder expéditivement ; et lorsque cela s'avère impossible il vaut mieux laisser tomber. Li est de toute évidence un bon fonctionnaire, scrupuleux et attentif, il cherche à ne pas se laisser dépasser par les événements et tente toujours de trouver des solutions – mais seulement dans la limite de ce qu'il arrive à contrôler effectivement. Il accepte la réalité telle qu'elle est, nous l'avons vu, ce n'est ni un militant ni un réformateur. Mais on ne peut manquer de noter chez lui une certaine résignation : il sait que l'administration de la justice est soumise à des contraintes et à des influences regrettables, certes, et même condamnables, mais il sait aussi qu'il vaut mieux savoir où l'on met les pieds avant de dénoncer des faits qui sont pourtant passibles des rigueurs de la loi et de mettre en branle la procédure.

Pourtant son tribunal reste le lieu où vont se plaindre tous ceux qui s'estiment à tort ou à raison victimes d'une injustice, y compris le personnel du tribut lorsqu'il transite par Wucheng, et c'est là aussi que sont traitées certaines affaires impliquant les personnels militaires. Concernant ces derniers, on ne manque pas d'être frappé, dans un cas au moins que relate Li Xiufang, par la très grande brutalité des relations entre les hommes et leurs officiers. Le détail de l'affaire importe peu – un officier a sauvagement battu un soldat qu'il accuse d'avoir résisté à son autorité et négligé ses responsabilités, poussant les camarades de la victime à aller porter plainte auprès du gouverneur général du tribut, lequel confie le cas à Li Xiufang (l'incident s'est apparemment déroulé sur son territoire). Mais elle révèle un arrière-plan d'indiscipline latente et de profonde hostilité entre les troupes du tribut et leurs chefs, qui avaient en effet la réputation d'extorquer toutes sortes de commissions et d'amendes, d'opérer des retenues sur les soldes, et en général d'exploiter leurs hommes de façon éhontée. De fait, dans l'affaire en question Li Xiufang suggère que le conflit pourrait bien être parti du fait que l'officier aurait touché une gratification destinée à la flottille (bloquée en chemin en raison d'une opération délicate de croisement avec un autre train de flottilles) et qu'il l'aurait gardée pour lui-même.

Militaires et civils

Quoi qu'il en soit, les relations entre administrations civiles et militaires ne sont jamais faciles. Li Xiufang explique comment il s'est arrangé pour neutraliser le petit détachement de la garnison de Linqing affecté à son territoire, dont les commerçants locaux se plaignaient beaucoup des brutalités et des exactions, en se gagnant habilement les bonnes grâces du général dont dépendait la troupe et plus généralement en établissant des relations cordiales avec les officiers stationnés à Wucheng, qui du coup maintiennent la discipline parmi leurs hommes au lieu de les protéger

systématiquement. Là comme ailleurs, Li exprime une certaine sympathie pour des catégories traditionnellement regardées de haut par les fonctionnaires en titre, voire accusées de tous les maux : la condition des officiers et des soldats est pénible (eux aussi peuvent être mobilisés de jour comme de nuit lorsqu'il y a un problème pour faire avancer les bateaux du tribut), ils vivent dans le dénuement, et il méritent non seulement la considération mais aussi quelques gratifications pécuniaires afin de préserver la bonne entente entre responsables civils et militaires.

Gérer les relations avec les militaires venus de l'extérieur peut être beaucoup plus difficile. L'une des entrées les plus pittoresques du *Mengtan suilu* est consacrée à un grave incident provoqué par une troupe circulant sur le Grand Canal (quoique apparemment sans rapport avec le transport du tribut). Il s'agit d'une unité dépendant de la préfecture de Daming 大名, pas très loin de Wucheng mais dans la province limitrophe du Zhili. Le spectacle nous est offert d'une soldatesque déchaînée débarquant dans la ville de Wucheng, allant saccager le temple du Dieu de la ville, s'attaquant même au magistrat, et que ses officiers reconnaissent être incapables de contrôler. Ces soldats s'avèrent être des Musulmans (*Hui* 回), et ce qui a déclenché leur fureur, c'est une statue dans le temple de la ville représentant un Musulman ligoté et emmené sur le dos d'un bœuf, dont ils proclament qu'elle « insulte leur religion ». (Les Musulmans étaient des mangeurs de bœuf et, de ce fait, enfreignaient un interdit religieux chinois largement respecté et confirmé par de nombreux règlements, d'où des incidents réguliers avec les Chinois Han mangeurs de porc.) Après avoir négocié avec leurs chefs, qui ne savent plus où se mettre, Li Xiufang réussit à rétablir à peu près l'ordre et à faire punir les auteurs de troubles. Il s'abstient de signaler l'incident à ses supérieurs et de notifier les autorités du Zhili (dont dépend l'unité) : il est à peu près sûr que les officiers inventeraient des accusations contre lui pour se couvrir et que le gouverneur du Zhili les croirait : comme nous l'avons vu, les supérieurs protègent toujours les gens qui dépendent d'eux.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur le *Mengtan suilu*. Prises ensemble, les vignettes et les anecdotes qu'aligne Li Xiufang offrent un riche tableau de la vie dans une sous-préfecture de Chine du Nord aux alentours de 1840, située en outre sur un des grands axes de communication de l'empire ; et ses souvenirs nous donnent à voir la façon dont un magistrat consciencieux et plein de ressources, même s'il était quelque peu limité dans son horizon, comme probablement la majorité de ses collègues à cette époque, s'efforçait de l'administrer. Seul une narration à la première personne, et d'un ton aussi libre, pouvait nous le montrer de façon aussi réaliste.

Zhang Jixing

La fin du cours a été consacrée à quelques extraits d'une autobiographie professionnelle à laquelle nous nous intéressons depuis longtemps, le *Dao Xian huanhai jianwen lu* 道咸宦海見聞錄 (« Choses vues et entendues dans le monde des administrateurs pendant les règnes Daoguang et Xianfeng ») de Zhang Jixing 張集馨 (1800-1868). Ce titre a été choisi pour la première édition imprimée du texte, et celle-ci ne date que de 1981 : l'autobiographie de Zhang Jixing, qui était simplement intitulée *Jiaoyun nianpu* 椒雲年譜 (« Biographie chronologique de Jiaoyun », l'un des noms de l'auteur), n'était en effet pas destinée à être publiée, et en la parcourant on comprend pourquoi. Le texte décrit avec une franchise

impitoyable et beaucoup de précision les mœurs bureaucratiques du temps, et en outre critique nommément un grand nombre de personnalités ayant croisé le chemin de l'auteur pendant sa longue carrière, voire les ridiculise. Au reste, même s'il n'a pas eu à rougir de son travail de fonctionnaire – bien au contraire –, Zhang Jixing ne cherche pas à se présenter comme un modèle de pureté et d'intransigeance au milieu de toute cette corruption : il admet les arrangements auxquels il n'a pu échapper, et surtout se montre d'une très grande objectivité sur la circulation occulte de l'argent à l'intérieur de la bureaucratie, qu'il n'hésite pas à chiffrer en citant son propre exemple. Pour toutes ces raisons, et pour quelques autres, le texte est absolument unique en son genre.

Nous avons souvent parlé de l'autobiographie de Zhang Jixing dans nos enseignements, et renvoyons ici à notre compte rendu de cours de l'année 2000-2001 pour plus de détails sur le personnage et sur son parcours. Mais ce texte très long (même si deux chapitres sur sept ont été perdus), couvrant trente ans (1830-1860) de la carrière de l'auteur, sans parler de ses années de formation, aborde tellement de sujets et évoque tellement d'événement qu'on n'en a jamais fait le tour. Nous avons choisi pour cette fois d'analyser, d'abord, les passages où Zhang parle de la guerre de l'Opium, à tout le moins ce qu'il en a vu, et ensuite ceux où il évoque la répression du banditisme dans la province du Sichuan à la fin des années 1840.

La guerre de l'Opium

Lorsque Zhang Jixing s'est trouvé confronté à la guerre de l'Opium et à ses effets, l'enchaînement d'événements qu'on désigne par ce nom, et qui s'étend sur trois ans, était entré dans sa seconde phase. Pendant la première phase, la destruction des stocks d'opium détenus par les marchands étrangers à Canton, l'expulsion des Anglais de Macao et Canton et la rupture des relations avec l'Angleterre en 1839 avaient conduit le parlement britannique à voter (à cinq voix de majorité) l'entrée en guerre contre la Chine ; à l'été 1840 la force navale expédiée en Chine avait réussi à bloquer Canton avant de poursuivre vers le nord et menacer directement Pékin. Pris par surprise, le gouvernement des Qing avait obtenu le départ des navires anglais en échange de négociations à Canton, lesquelles débouchèrent fin janvier 1841 sur la convention de Chuenpi, qui entre autres stipulations cédait Hong Kong aux Anglais et qui fut aussitôt dénoncée par les deux gouvernements – l'un parce qu'elle en accordait trop et l'autre parce qu'elle n'en accordait pas assez. Une seconde escadre britannique, plus puissante, se dirigea alors vers la Chine avec pour objectif d'arracher des concessions plus substantielles. Elle s'empara de la métropole portuaire d'Amoy, sur la côte du Fujian, de la préfecture de Ningbo, sur l'estuaire de la rivière Qiantang, en aval de Hangzhou, et de quelques autres places avant de prendre ses quartiers d'hiver et de préparer la suite des opérations, c'est-à-dire d'essayer de couper la Chine en deux en remontant le Yangzi et en bloquant le Grand Canal.

On était alors fin octobre 1841, et c'est à ce moment que Zhang Jixing arrive dans la région. Il vient de passer six ans comme préfet au Shanxi (dans le Nord) et a été promu à un poste d'intendant de circuit dans le sud du Fujian ; et en chemin il s'arrête dans sa ville natale de Yizheng (sur le Yangzi), près de Yangzhou – c'était un compatriote de Li Xiufang, ils se connaissaient d'ailleurs et avaient même passé l'examen provincial la même année, en 1822. À Yangzhou comme à Yizheng c'est la mobilisation générale pour renforcer les défenses et recruter des

milices dans l'attente de l'offensive britannique, qui en fait ne se produira qu'au printemps suivant. Zhang Jixing, lui, est beaucoup moins inquiet : à son avis les Anglais sont dangereux le long des côtes, mais leurs navires sont trop gros pour naviguer sur les rivières intérieures et les canaux qui sillonnent la région, et dès qu'ils en descendent les soldats britanniques sont perdus car handicapés par leurs uniformes qui les empêchent de plier les jambes !

Ce genre de canard était en fait très répandu – alors même que l'infanterie de marine britannique avait déjà fait la preuve de son agilité manœuvrière au moment de la prise d'Amoy et dans quelques autres batailles –, et il est assez remarquable de voir un fonctionnaire aussi intelligent que Zhang Jixing continuer de véhiculer le même type de désinformation pendant la courte période où il est en poste au Fujian. Il est alors basé dans la ville préfectorale de Zhangzhou 漳州, dont l'accès à la mer est précisément commandé par Amoy (alors aux mains des Anglais), et les problèmes de défense sont bien sûr ce dont tout le monde parle. L'ancien gouverneur général de la province a fait à Zhang Jixing un récit épouvanté de l'assaut britannique sur Amoy et de la débandade qui lui a valu d'être destitué, et lui a expliqué que les Anglais sont invincibles, et Zhang a pu se convaincre lui-même de l'inanité des défenses côtières, mais il continue de penser que les Anglais n'ont aucune chance s'ils mettent pied à terre et tentent de pénétrer dans l'arrière-pays.

Cet arrière-pays de Zhangzhou, l'administration elle-même a le plus grand mal à le contrôler. À vrai dire les descriptions de Zhang Jixing ne font qu'apporter quelques touches à un tableau réitéré dans les textes de maints fonctionnaires ayant servi au Fujian et en ayant conclu que c'est une région ingouvernable : le terrain est compartimenté et impénétrable, on y parle des dialectes incompréhensibles, la campagne est parsemée de gros villages monocaniques qui se livrent coutumièrement à des vendettas sanglantes (*xiedou* 械斗) – sur lesquelles Zhang Jixing donne d'ailleurs certaines indications inédites, à commencer par le fait que l'administration n'intervient que pour percevoir une « taxe sur les vendettas » au moment où les parties adverses relèvent leurs morts –, les bandits locaux (*tufei* 土匪) et les pirates basés à terre sont comme chez eux et n'ont rien à craindre des forces de l'ordre, qui sont d'ailleurs de mèche avec eux. Mais l'idée de Zhang Jixing est précisément de tirer parti de tout ce potentiel de violence, de ce qu'il décrit même comme une culture de mort dans sa description des vendettas, pour appuyer le gouvernement si d'aventure les Anglais, tout embarrassés qu'ils sont par leur harnachement et par leurs canons trop lourds à manipuler quand on les extrait des navires, tentent un raid sur les préfectures de l'intérieur. « Combattre le poison par le poison » est bien sûr une méthode classique dans le discours stratégique traditionnel, de même qu'enrôler provisoirement les bandits dans les forces de l'ordre en leur promettant amnisties et gratifications. S'il admet, comme tout le monde désormais, qu'il est inutile de chercher à s'attaquer aux Anglais sur mer, Zhang Jixing pense en revanche que la défense territoriale n'est pas vraiment un problème. En bref, il démontre une indéniable naïveté – comme d'ailleurs la plupart de ses collègues – dans la façon dont il évalue la menace britannique pendant son séjour au Fujian.

Ce séjour est interrompu au bout de deux mois et demi par le deuil de son père adoptif, qui l'oblige à abandonner aussitôt son poste et à rentrer à Yizheng. Il est contraint de faire un large détour par l'intérieur car la côte est contrôlée par les Anglais et la zone du Grand Canal au sud du Yangzi est dans la plus grande confusion : en effet les Anglais viennent de déclencher la deuxième phase de leur offensive (fin avril 1842). De retour au pays quelques jours avant leur apparition

sur le Yangzi, Zhang Jixing va pouvoir constater de ses propres yeux que les choses ne sont pas aussi simples qu'il ne pensait.

L'escadre britannique était un rassemblement hétérogène de navires de tous modèles, dont une dizaine de chaloupes à vapeur sans cesse sollicitées pour remorquer ou déséchouer les frégates et autres voiliers aussi peu adaptés que possible à la navigation sur le Yangzi. Sa progression le long du fleuve a été très lente, retardée encore par les ravages de la maladie parmi les troupes embarquées. Fin juillet les Anglais s'emparent de Zhenjiang 鎮江 et réussissent à bloquer l'accès au Grand Canal, un peu en amont de Yizheng. Zhang Jixing décrit par le menu la panique qui s'empare des habitants de sa ville, la fuite éperdue des familles chargées de bagages qui se font rançonner par les bandits locaux le long des routes, etc. Pour sa part il garde son sang-froid, nous dit-il, mais reste quand même en état d'alerte et ne tarde pas à envoyer les siens se mettre à l'abri dans un village des environs. Lui-même ne bouge pas de Yizheng (il doit s'occuper de la sépulture de son père adoptif), et en fin de compte il s'en tirera sans dommage, malgré quelques chaudes alertes.

La stratégie des Anglais pendant leur progression vers Nankin (où est signé le fameux traité à la fin du mois d'août 1842) est en effet de montrer qu'ils sont maîtres du Yangzi en s'attaquant à tous les bateaux qui passent à proximité et en menaçant de s'emparer des villes situées le long du fleuve. Ils n'en ont en réalité pas l'intention, en dehors de quelques points d'appui militaires, mais les habitants vivent dans la terreur d'être attaqués et sont prêts à payer des sommes considérables pour acheter leur tranquillité ; et les Anglais les y encouragent d'autant plus que ces « pots-de-vin en échange de la paix » (*huihe* 賄和), comme dit Zhang Jixing, les aident à couvrir les dépenses de l'expédition. Zhang cite en particulier le montant énorme que les notables de Yangzhou auraient emprunté à l'administration de la gabelle pour épargner leur cité – 300 000 onces d'argent, et encore les Anglais en réclamaient-ils au départ le double. Et il désapprouve viscéralement cette façon de céder à l'arrogance britannique.

Ce qui fait en effet l'intérêt des considérations qui ponctuent toute cette section de l'autobiographie de Zhang Jixing, c'est qu'elles témoignent éloquemment de l'indignation patriotique ressentie par une bonne partie de l'élite lettrée devant toutes ces capitulations, dont le traité de Nankin a été en quelque sorte le point d'orgue. Or, si beaucoup de ces patriotes étaient des bellicistes en chambre, confortablement installés à l'écart des opérations, Zhang, lui, a pu voir d'assez près la puissance de feu des Anglais et la discipline de leurs troupes. Mais cela ne l'empêche pas de proclamer au cours de plusieurs conversations qu'il relate dans son texte qu'on aurait pu éviter d'avoir à en passer par ces humiliations et que tout est venu de la pusillanimité des gouverneurs provinciaux et de leur incompétence militaire. Pour le citer : « Les barbares anglais n'ont absolument aucun talent, et ils n'avaient pas l'intention de prendre des villes ou d'occuper notre territoire. Quand les hauts fonctionnaires ont eu vent de l'alerte, leur premier soin a été de prendre la fuite, et les rebelles avançaient à mesure qu'on leur cédait ! » Alors que leur devoir sacré était de défendre le territoire qui leur avait été confié, et que s'ils avaient montré un peu de fermeté les Anglais n'auraient jamais tenté de pénétrer à l'intérieur de l'empire, les gouverneurs ont pris peur, et une fois qu'il était trop tard pour résister ils ont imploré l'empereur de conclure afin de « sauver les vies de ses fonctionnaires et de son peuple ».

Bref, même s'il ne peut plus vivre sur l'illusion que les Anglais ne sont dangereux que sur leurs bateaux, Zhang Jixing continue de penser qu'on aurait pu et surtout

qu'on aurait dû leur résister, que c'était d'abord une question de posture morale, et que brandir la nécessité de « sauver des vies » pour contraindre le régime à accepter les conditions humiliantes imposées par les chefs anglais à Nankin n'était que de la lâcheté. S'il semble assez clair que ce point de vue était largement partagé, il est extrêmement rare qu'il s'exprime avec une franchise aussi brutale. C'est que Zhang Jixing écrivait pour lui-même, ou pour un tout petit cercle de proches, et que son texte n'était aucunement destiné à circuler. En dépit de l'ouverture très relative du débat politique dans la première moitié du XIX^e siècle, l'expression publique des opinions restait contrainte à une extrême prudence, et dans tous les cas l'empereur et les décisions prises en son nom étaient hors limites.

Au Sichuan

Les informations que nous livre Zhang Jixing sur la guerre de l'Opium et les commentaires que lui inspirent les événements ne font qu'ajouter quelques touches, nous l'avons dit, à un tableau relativement bien connu. Il en va différemment du récit qu'il nous fait de son séjour dans la grande province occidentale du Sichuan, où il est nommé juge provincial en 1847. Avant de se rendre à son poste Zhang Jixing a été reçu en audience à trois reprises par l'empereur Daoguang – les comptes rendus détaillés de ses conversations avec Daoguang et son successeur Xianfeng, auxquels nous avons consacré par ailleurs une étude (dans *Late Imperial China*, vol. 29, 2008), sont une source unique sur la mentalité et les préoccupations des deux souverains. En l'occurrence, l'empereur explique à Zhang Jixing que sa charge va être lourde car le niveau de criminalité au Sichuan est le plus élevé de l'empire, comme en témoigne le nombre d'affaires capitales soumises annuellement au gouvernement central ; et il se plaint de ce que, si la justice est mal administrée, au Sichuan comme ailleurs, ce n'est pas par excès de sévérité, mais bien par un excès d'indulgence qu'il attribue à l'obsession superstitieuse des fonctionnaires à vouloir « sauver des vies », autrement dit limiter l'application de la peine de mort. C'est un fait que ce « vitalisme juridique », alimenté en partie par la crainte de s'attirer de mauvaises rétributions en causant des morts injustes, ou trop de morts, était très largement partagé par les membres de la fonction publique, Zhang Jixing le premier.

En tout cas, Zhang va découvrir au Sichuan une situation chaotique où le respect de la vie n'est pas la préoccupation première de ceux qui doivent maintenir l'ordre et où il va avoir beaucoup à faire pour essayer de freiner les excès en tout genre. Le tableau qui ressort du très long passage de l'autobiographie consacré au deux années qu'il y a passées est à vrai dire assez saisissant. Terre d'immigration massive depuis la crise de la transition Ming-Qing, le Sichuan a perdu au milieu du XIX^e siècle une partie de sa légendaire prospérité, et l'existence d'une population de plus en plus nombreuse d'individus sans terre et sans emploi entretient un climat permanent de violence et d'insécurité.

La première chose dont nous parle Zhang Jixing est le banditisme, à commencer par les ravages causés par des groupes armés au comportement purement prédateur appelés Guolu 囑嚨, qui sont en effet partout mentionnés dans les sources du temps. Les Guolu se concentrent particulièrement autour de la préfecture de Chongqing 重慶, dans la partie orientale du bassin central du Sichuan, ce qui semble s'expliquer par le fait qu'ils recrutaient principalement parmi les matelots

et les haleurs engagés dans le trafic fluvial remontant le Yangzi à travers les célèbres gorges. Chongqing était un centre de transbordement, les marchandises importées depuis l'est de la Chine y étant récupérées par la batellerie locale pour être distribuées à travers tout le bassin. Zhang n'est pas le seul à expliquer l'afflux de gens sans emploi prompts à verser dans l'illégalité par le fait que les flottilles remontant le Yangzi requéraient des équipes de haleurs beaucoup plus nombreuses que celles qui redescendaient vers l'est. Mais ce qui est unique chez lui, c'est le réalisme saisissant avec lequel il évoque le comportement criminel des Guolu, qui assassinent en plein jour, pillent, kidnappent, sévissent jusque dans la capitale de la province, Chengdu, dont ils terrorisent les habitants, n'ont peur de rien et ne reculent devant rien. Pour lui, cette situation s'explique d'abord par la négligence criminelle du précédent gouverneur général, ainsi que de son successeur par intérim (un général mandchou complètement abruti), qui ont laissé l'administration de la province s'en aller à vau-l'eau et ont en particulier laissé s'établir une multitude de réseaux de complicité entre les Guolu et les forces armées et le personnel administratif. Zhang nous donne également à voir de façon spectaculaire l'envahissement en permanence de Chengdu et des autres villes de la province par des hordes de SDF, même quand on essaye (comme à Chengdu) d'interdire leur présence en ville pendant la nuit. Ces gens servent de masse de manœuvre aux bandits « professionnels » lorsque ceux-ci montent des opérations de pillage qui peuvent rassembler des centaines, voire des milliers d'hommes en armes. Lorsque les forces de l'ordre se décident à intervenir, les meneurs courent se mettre à l'abri et l'administration ne réussit à s'emparer que de mendiants, de voleurs à la petite semaine et autres « vagabonds sans occupation déterminée » (*wuye youshou* 無業游手). Et ce sont ces gens-là à qui les autorités, ou les représentants des autorités, essayent d'extorquer des aveux afin de boucler les affaires dans les formes.

La partie la plus frappante du témoignage de Zhang Jixing sur son temps au Sichuan concerne en effet la répression qui s'abat sur quiconque est accusé de « banditisme » (*daozei* 盜賊), l'une des infractions les plus graves dans le code pénal. Comme sous d'autres latitudes, les forces de l'ordre sont encouragées à « faire du chiffre ». Or, en Chine une affaire ne peut être bouclée dans les formes sans obtenir de confession. Zhang dénonce à maintes reprises la façon dont les personnes chargées d'interroger les pauvres hères tombés entre les griffes de la justice versent le plus souvent dans la brutalité gratuite et le sadisme : cela heurte ses sentiments, mais plus encore il est convaincu que le gouvernement ne peut être respecté ni la justice avoir la moindre efficacité dans de telles conditions. Les interrogatoires sont le plus souvent confiés à des « fonctionnaires missionnés pour enquêter » (*weishen guan* 委審官), choisis parmi ces fonctionnaires en « attente d'affectation » (*houbu* 候補) qui se pressaient par centaines dans toutes les capitales provinciales, et beaucoup semblent avoir acquis une véritable réputation pour leur savoir-faire en matière de torture. La procédure est respectée sur le papier, mais dans la réalité il s'agit d'une justice expéditive administrée avec la dernière brutalité et sans le moindre discernement. Les descriptions que donne Zhang Jixing des pratiques courantes avant son arrivée sont réellement horribles ; et la conséquence des massacres aveugles auxquels elles donnent lieu, c'est que les âmes errantes des hommes injustement exécutés se transforment en démons et viennent se venger sur leurs tortionnaires : il en cite nommément plusieurs exemples.

Les choses vont un peu changer avec l'arrivée du nouveau gouverneur général, un aristocrate mandchou nommé Qishan 琦善 (?-1854), l'un des rares hommes d'État

pour qui Zhang Jixing proclame une admiration sans mélange. Le portrait plus que favorable qu'il dresse de Qishan – ils ont eu d'autres occasions de collaborer par la suite – est intéressant, car Qishan était un personnage hautement controversé. Négociateur désavoué de la convention de Chuenpi mentionnée plus haut, il avait été privé de tous ses titres et envoyé en exil, mais avait été rendu à sa carrière de haut fonctionnaire provincial après quelques années. Au-delà de ses prodigieuses compétences dans tous les domaines de l'administration et de son caractère impossible, illustrés d'abondance par Zhang Jixing, Qishan avait acquis dans le passé la réputation d'être extraordinairement corrompu, alors que Zhang ne cesse au contraire d'insister sur son intégrité sourcilleuse – peut-être a-t-il en effet changé de comportement après ses ennuis. Pressé par Zhang de s'attaquer à la racine du mal – c'est-à-dire aux complicités dont bénéficient les Guolu dans l'administration et l'armée –, Qishan se lance au début de 1848 dans une vaste opération de rétablissement de l'ordre. Mais la répression contre les Guolu et autres bandes armées, à laquelle Zhang Jixing est à présent étroitement associé, est à peine moins sauvage que les pratiques qu'il dénonçait auparavant. Même s'agissant de la justice criminelle courante, qui est sa principale responsabilité, Zhang a le plus grand mal pour rétablir un semblant de régularité, voire d'humanité, dans les pratiques locales. Il cherche par exemple à abolir la pratique illégale des « prisons de transit » (*qiafang* 卡房) gérées par le personnel subalterne, où croupissaient dans des conditions épouvantables et pendant de longues périodes des centaines de prévenus, ou même de simple témoins, et où la mortalité causée par la maladie ou les mauvais traitements était catastrophique. Il essaye aussi de régler autant que faire se peut l'usage de la torture, qui était un moyen légal d'investigation, mais sévèrement encadré par la loi. (Zhang dit quelque part qu'il a honte de détenir le pouvoir de torturer, ou d'en superviser l'utilisation.) Mais ses efforts n'ont qu'une efficacité limitée, surtout dans une province où, d'après lui, la pratique est devenue particulièrement virulente à la faveur de la lutte contre les Guolu : après tout, le Sichuan en 1848 vit sous un régime d'exception, comme toujours quand on est en état de guerre – et la campagne contre le banditisme initiée par le gouverneur général Qishan est proche de l'état de guerre. Des circonstances comme celle-là, il y en aura de plus en plus dans les années suivantes, et pendant la seconde moitié du XIX^e siècle le gouffre entre la sophistication du droit chinois et le caractère contraignant de ses procédures, d'un côté, et la banalisation des procédures d'exception pour faits de guerre ou de rébellion, de l'autre, va s'élargir dramatiquement.

SÉMINAIRE : DOCUMENTS JUDICIAIRES ET HISTOIRE SOCIALE
À LA FIN DE L'ÉPOQUE IMPÉRIALE

Le séminaire a poursuivi un type de lecture entrepris dans ce cadre en 2009-2010 et, avant cela, dans nos séminaires de l'EHESS. La majorité des documents en question, qui figurent dans des recueils de cas publiés, reproduisent de façon plus ou moins rigoureuse les originaux qu'on retrouve dans les archives lorsque celles-ci ont survécu. Il s'agit souvent de jugements prononcés par les magistrats locaux dans les affaires dites « mineures », qu'ils sont qualifiés pour conclure de leur propre autorité : c'est le type de texte que nous avons examiné en 2009-2010. Dans le cas des affaires « criminelles » (impliquant une peine supérieure à la simple bastonnade), il s'agit soit de propositions de jugement soumises aux autorités supérieures, soit

de mémoires du ministère de la Justice commentant ces propositions – transmises et éventuellement révisées par les autorités provinciales – pour les approuver ou, plus souvent, les rejeter en demandant qu’elles soient rejugées. (Toutes les affaires impliquant la peine de mort étaient soumises aux instances centrales.) Mais il existe aussi un type de « document judiciaire » très différent, auquel nous avons consacré la plus grande partie du séminaire : les narrations d’affaires rédigées à la première personne par le fonctionnaire local qui a procédé à l’enquête et a, suivant les cas, prononcé un jugement ou soumis ses conclusions à la hiérarchie.

Tous ces documents issus de l’activité judiciaire concrète – par opposition aux textes normatifs et aux codes – sont riches d’informations originales dans deux domaines distincts, bien qu’étroitement imbriqués : juridique et social. Sur le plan juridique, ils nous permettent de mieux comprendre la nature du droit chinois traditionnel, réputé exclusivement pénal alors que la réalité est beaucoup plus complexe, nous éclairent sur les prolongements jurisprudentiels de la législation codifiée, donnent à voir les débats pratiques et théoriques au sein des instances concernées, et mettent en évidence le fonctionnement de la justice au quotidien. Ils montrent que les choses étaient beaucoup moins figées que la lecture des textes normatifs ne le donnerait à croire : il existait toujours une marge d’interprétation, d’adaptation, voire d’improvisation. En bref, c’est une documentation mettant en scène – de façon particulièrement vivante dans les narrations judiciaires à la première personne – des personnes concrètes confrontées à la complexité du réel.

Sur le plan social, la documentation judiciaire est sans aucun doute la source qui permet le mieux d’observer le fonctionnement réel de la société, dans certains cas avec une acuité presque anthropologique – comme le remarquait déjà Matthew Sommer dans *Sex, Law, and Society in Late Imperial China* (Stanford, 2000) –, en contraste avec la vision normative qui informe la majeure partie de la littérature écrite qui nous est parvenue. Pour ne donner qu’un exemple, l’image harmonieuse de la famille confucéenne, fondée sur l’affection mutuelle et le respect des hiérarchies, qui informe le discours « correct » émanant de l’État et de l’élite lettrée est singulièrement mise à mal par le monde de rivalités, de conflits, de calculs très cyniques et de transgressions plus ou moins graves que laissent entrevoir d’innombrables affaires portées devant la justice. Il serait trop facile de parler d’un divorce systématique entre idéaux et réalités : ce qu’on a plutôt, c’est un univers de tensions et de contradictions, ou, si l’on veut, une négociation perpétuelle entre des normes intériorisées par tous, y compris les plus modestes à la fin de la période impériale, et les nécessités et les accidents de la vie quotidienne.

Les documents judiciaires nous donnent en effet à voir *l’ensemble* de la société, incluant donc tous ceux qui n’apparaissent pas normalement dans les sources historiques ou littéraires conventionnelles, sinon comme des groupes abstraits ou comme des entités-type, autrement dit la majorité écrasante de la population. Les « gens ordinaires » qu’on rencontre à travers les enquêtes et les interrogatoires sont des individus autonomes et agissants, complexes parfois, mus par des intérêts et des passions échappant aux représentations du discours normatif, et qu’il devient possible d’observer directement dans leurs activités et leurs attitudes sociales, familiales, sexuelles, professionnelles, économiques, etc. La raison est simple : le processus judiciaire implique une *recherche des faits* qui n’ignore aucun détail pour établir une « vérité » objective, et donc formuler une opinion judiciaire fondée – d’où une grande précision, quand ce n’est une certaine crudité, dans la description des comportements et des circonstances, des personnes et du cadre socio-économique

dans lequel elles se meuvent. Considérés individuellement, les cas judiciaires ne livrent que des bribes de réalité, des « narrations » dont on peut toujours se demander dans quelle mesure elles sont représentatives. Mais leur accumulation, qui est une entreprise sans fin, finit par déployer un véritable paysage social.

La totalité des informations produites par les procédures judiciaires n'apparaît que dans les dossiers qui étaient conservés dans les archives locales, dont seul un très petit nombre a survécu et est aujourd'hui accessible. Mais on en retrouve une partie significative dans les « jugements » déjà mentionnés, dont une très grande quantité figure aussi bien dans les recueils publiés par certains fonctionnaires pour mettre en valeur leur activité de juge que dans des compilations, souvent anonymes, qu'on peut décrire comme des « bases de données judiciaires » – certaines publiées, d'autres conservées sous forme manuscrite –, exploitant les archives du ministère de la Justice ou reprenant des jurisprudences publiées, et presque toujours classées suivant l'ordre des articles du code pénal. (Nous avons décrit exhaustivement l'ensemble de ces sources dans « From Archive to Handbook : Anthologies of Administrative Documents in the Qing », paru dans les actes du Quatrième congrès international de sinologie organisé en juin 2012 par l'Academia Sinica à Taipei.)

Le premier cas que nous avons analysé provient d'une de ces « bases de données », une compilation intitulée *Cheng'an suojian ji* 成案所見集 (litt. « Recueil de cas conclus auxquels j'ai eu accès ») dont la première mouture est parue en 1781 et qui a eu plusieurs « suites », jusqu'en 1812. L'affaire (survenue en 1803) tourne autour du meurtre accidentel d'un prisonnier par son escorte et d'une autopsie qui a été mal supervisée. Le document illustre bien la façon dont le ministère, voire l'empereur en personne, pouvaient être amenés à contester les premières conclusions et exiger des compléments d'enquête. Son principal intérêt, toutefois, est de décrire au passage, et de façon très frappante, l'univers violent des communautés d'immigrants qui défrichaient l'arrière-pays montagneux de la province du Zhejiang et vivaient en marge de la loi – un phénomène qui se généralise en fait dans toute la Chine méridionale à partir de la fin du XVIII^e siècle – et l'impuissance des autorités à les contrôler.

Le reste des documents que nous avons commentés est d'une tout autre nature puisqu'ils étaient extraits de deux recueils de narrations judiciaires à la première personne (sur une demi-douzaine connus de nous). N'étant pas tenus par les contraintes de la rédaction administrative, ces recueils sont beaucoup plus vivants que les collections de « jugements ». Ils introduisent la subjectivité du juge qui en est à la fois l'auteur et le héros, alors que dans les pièces d'archives le juge n'est qu'un rouage de la machine judiciaire et ses actions de simples actes de procédure. Enfin, les narrations ne négligent aucune péripétie, ménagent parfois des surprises, et dans la mesure où elles accordent une grande place aux investigations de terrain et aux interrogatoires elles offrent des descriptions beaucoup plus immédiates et réalistes de l'environnement physique et humain où se déroulent les affaires.

Le *Shanyou yanyu ji* 山右讞獄記 (Récits d'affaires jugées dans la province du Shanxi), dont la première édition connue date de 1898, présente une quinzaine de cas sur lesquels a enquêté l'auteur, Gu Linzhi 顧麟趾, souvent en seconde instance, au début du XIX^e siècle. Les enquêtes se déroulent dans des villages ou de simples bourgades, les protagonistes sont toujours des gens extrêmement modestes, et en même temps retors et prêts à tout pour satisfaire leurs désirs. On rencontre beaucoup de disputes, de mauvais coups, de comportements sexuels illicites, y compris en famille. L'ensemble laisse l'impression d'une société à la limite du dénuement – l'environnement matériel est décrit avec une grande précision –, cynique, plutôt

violente, et où il n'y a pas beaucoup de « valeurs ». Les narrations ne sont pas dénuées d'une certaine complexité psychologique, y compris en ce qui concerne l'auteur lui-même lorsqu'il évoque ses réactions et ses états d'âme. Enfin, il est frappant de voir, dans une œuvre de non fiction, un enquêteur qui dans ses moments de découragement, ou lorsqu'il se sent désavoué par sa hiérarchie, n'hésite pas à appeler à l'aide les forces de l'au-delà – l'âme errante de la victime d'un assassinat, ou le Dieu de la ville (Chenghuang shen 城隍神).

L'autre auteur dont nous avons lu une sélection de narrations est lui aussi capable d'invoquer le surnaturel, mais il n'y croit pas : c'est pour impressionner le public, et il n'hésite pas à organiser de véritables mises en scène pour pousser des accusés crédules à se démasquer. Contrairement aux autres recueils de cas à la première personne, qui datent tous du XIX^e siècle et sont des ouvrages relativement obscurs (certains n'existent qu'en manuscrit), le *Luzhou gong'an* 鹿洲公案 (Affaires jugées par M. Luzhou), publié en 1729, est fort connu, de même que son auteur, Lan Dingyuan 藍鼎元 (1680-1733). Le grand historien Miyazaki Ichisada 宮崎市定 (1901-1995), qui en a proposé une adaptation en japonais, n'hésitait pas à écrire qu'« il n'existe pas de livre plus intéressant sur les réalités de la société chinoise traditionnelle », mais on pourrait en dire autant de tous les ouvrages du même type.

Lan Dingyuan était magistrat dans l'est de la province maritime du Guangdong, au sud de la Chine. Il monte en épingle, non sans une certaine complaisance, son intégrité, son énergie et ses talents de juge et d'enquêteur ; en même temps il cherche à s'imposer à ses administrés en pratiquant une justice volontiers brutale et recourt sans états d'âme à la torture. La société à laquelle il est confronté au cours de ses enquêtes est très différente de celle qu'évoque Gu Linzhi en Chine du Nord un peu moins d'un siècle plus tard. Elle est en fait beaucoup plus violente, ce qui s'explique autant par les habitus locaux que par un contexte de sortie de famine où règne la plus extrême pauvreté, où le banditisme et la piraterie font des ravages et où l'administration est loin de toujours respecter les principes de comportement et la moralité qu'elle est supposée inculquer à une population particulièrement rétive.

ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER

Nous avons donné deux cours à l'Université de Munich sur le thème « Autobiographies in the Ming-Qing Transition ».

PUBLICATIONS

Pierre-Étienne Will, « Xi'an, 1900-1940 : From Isolated Backwater to Resistance Center », in Billy K.L. So et Madeleine Zelin (éd.), *New Narratives of Urban Spaces in Republican Chinese Cities: Emerging Social, Legal and Governance Orders* (Leiden: Brill, 2013), pp. 223-274.

Pierre-Étienne Will et Ge Fuping, « Pelliot et l'Institut des Hautes Études Chinoises (1919-1945) », in Jean-Pierre Drège et Michel Zink (éd.), *Paul Pelliot : de l'histoire à la légende* (Paris, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 2013), pp. 261-301.